

# Denis Philippe : « On ne sait plus transmettre la valeur travail »

**Président de la Chambre régionale des entreprises de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS), Denis Philippe donne des clés pour mieux comprendre les dysfonctionnements du marché du travail. L'ESS regroupe toutes les grandes associations, coopératives, mutuelles, banques ou fondations. Près de 17 000 entreprises pour 161 000 salariés en PACA, alliant de médecins aux responsables de centres de vacances.**

## → Pouvez-vous d'abord donner votre propre définition de l'économie sociale et solidaire ?

« Toutes nos entreprises doivent avoir un but social avec la volonté de reprendre en compte l'homme dans le dispositif. Elles ne rémunèrent pas d'actionnaires et ne sont pas délocalisées ! Or la logique actuelle est de continuer à rémunérer toujours plus les actionnaires plutôt que les salariés. On va au point de rupture. Pour nous, l'humain est le plus important. On passe plus de temps au travail qu'à la maison, on ne doit plus être malheureux au boulot ! »

## → Comment faire pour remettre l'humain au centre de tout ?

« On est dans une société de transmission de savoirs, mais sans la motivation pour son travail comme l'avaient nos aînés. Notre système éducatif n'est pas en prise avec les besoins des entreprises. On ne sait plus transmettre la valeur travail. L'ESS est porteur car les gens ont en marre des plates-formes de services déshumanisés. On arrive au bout du système et nos métiers de service sont la solution. »

## → Combien d'emplois pourraient vite apporter l'ESS en PACA ?

« D'ici 10 ans, avec les nombreux départs à la retraite prévus, ce sont près de 50 000 emplois qui pourraient être disponibles. On a la volonté de nous organiser pour que les entreprises soient plus performantes pour embaucher. Se battre pour elles en allant par exemple lever des fonds européens, jusqu'alors peu ou mal sollicités... »

## → En termes d'apprentis, quelle pourrait être votre contribution ?



Denis Philippe est président de la Chambre régionale des entreprises de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS).

« Le nouveau président de région [Christian Estrosi, LR : N.D.L.R.] veut passer de 22 000 à 50 000 apprentis. On est en train de travailler pour pouvoir les recenser chez nous avec précision. On a toujours une idée peu valorisante

de l'apprenti, mais l'avenir doit passer par des études en alternance. Et ce pour vite commencer à toucher un salaire, à se frotter à l'entreprise. Changer d'orientation passera aussi par l'apprentissage. »

## → Pour l'emploi, le gouvernement va-t-il dans le bon sens ?

« Le rôle de l'État ne doit pas être d'opposer les chômeurs aux salariés, le privé au public. La vérité est qu'avec un CDD un salarié ne peut pas acheter sa maison, sait qu'il peut tout perdre du jour au lendemain. Dans ces conditions, en partant au boulot avec la peur au ventre, il ne travaillera pas bien. S'il est rassuré sur son contrat, il sera meilleur. »

## → Quelle peut être la solution pour réduire le chômage ?

« On devrait travailler directement avec Pôle emploi au niveau régional. Je ne comprends pas pourquoi, dans une petite commune, le maire est toujours interdit par la loi de communiquer la liste des chômeurs, c'est incompréhensible ! Il faut mettre directement en relation les entreprises et les chômeurs. Pourquoi ne pas afficher à la porte de la mairie la liste des gens à la recherche d'emploi ? Si on tombe sur son voisin sympa, on peut être tenté de le prendre, non ? »

Propos recueillis par  
Bruno ANGELICA